

Emprunt national : arnaque pour le service public !!

La FEETS FO dénonce la supercherie du gouvernement, notamment pour le MEEDDM

Le gouvernement a largement communiqué sur les bienfaits de son emprunt, 35 milliards d'euros, notamment sur la partie, 5,1 milliards d'euros, qu'il compte affecter au développement durable. Au-delà de l'effet d'annonce et après la loi de finance rectificative présentée le 20 janvier 2010, la réalité est toute autre particulièrement pour les services de l'Etat dont le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer (MEEDDM).

La Fédération FORCE OUVRIERE de l'Équipement, de l'Environnement, des Transports et des Services (FEETS FO) compétente pour les personnels du MEEDDM, fait le constat que :

- la charge de l'intérêt de l'emprunt, 500 millions d'euros, vient en réduction des moyens des ministères,
- le MEEDDM est l'un des ministères les plus affectés avec plus de 113 millions d'euros de supprimés,
- des missions, prioritaires par ailleurs, sont affectées : sécurité routière, sécurité maritime, infrastructures de transports, prévention des risques...
- les 5,1 milliards d'euros de l'emprunt seront attribués à des agences sous l'empire de « comités d'experts » sans contrôle réel du parlement.

La FEETS FO considère, dès lors, que ce « grand emprunt national » est une nouvelle arme de libéralisation et de dérèglementation qui affectera durablement les politiques publiques notamment celles menées par le MEEDDM, ses services et ses agents.

La FEETS FO constate qu'au-delà des mots, des images et de la communication, c'est à une entreprise méthodique de démolition du service public que les personnels et les citoyens doivent faire face y compris dans le domaine du « développement durable ».

Après le dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux départs, après une Révision Générale des Politiques Publiques conçue dans le secret des « cabinets conseils » sans aucun contrôle parlementaire, c'est dorénavant par les arcanes budgétaires que le gouvernement s'emploie à abattre le service public.

La FEETS FO, avec la confédération FORCE OUVRIERE, exige du gouvernement un véritable débat sur le service public, le chef de l'Etat s'y était engagé !!!

Paris, le 3 février 2010

Pièce jointe: Communication du SNITPECT FO

Contact : Jean HEDOU, Secrétaire général, tél.: 01.44.83.86.20.